

## **CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE**

**Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques des Alpes-Maritimes** (Service des Domaines, Pôle de Gestion des Patrimoines Privés), domicilié 15 Bis rue Delille à Nice désigné en qualité de :

*Curateur de la succession de :*

- 1) Madame Rose, Joséphine TACCONE veuve BOURRET, née le 10 mars 1901 à Martigues (Bouches du Rhône), décédée le 11 avril 2009 à Cannes (Alpes-Maritimes), en son vivant domiciliée 27 avenue isola Bella à Cannes (Alpes-Maritimes),

A ces fonctions nommé par Ordonnance rendue par le Tribunal de Grande Instance de Grasse en date du 31 octobre 2013,

- 2) Monsieur Marius, Émile BOURRET, né le 14 mars 1901 à Baix (Ardèche), époux de Rose, Joséphine TACCONE, décédé le 22 septembre 1980 à Cannes (Alpes-Maritimes), en son vivant domicilié Chemin de la Grande Bastide à Mougins (Alpes-Maritimes).

A ces fonctions nommé par Ordonnance rendue par le Tribunal judiciaire de Grasse en date du 30 mars 2020

Ayant pour Avocat la **SELARL ROUILLOT – GAMBINI**, représentée par Maître Franck GAMBINI, du Barreau de GRASSE y demeurant 4 avenue Alphonse Morel (06130).

\*\*\*

Clauses et conditions auxquelles seront adjugés en UN LOT à l'audience des Criées du Tribunal Judiciaire de GRASSE siégeant au Palais de Justice à GRASSE aux enchères publiques, en la forme des biens de mineurs au plus offrant et dernier enchérisseur, les biens ci-après désignés :

Sur la Commune de MOUGINS (06250) 552 Chemin de la Grande Bastide :

Deux parcelles de terre cadastrées section BY n° 279 pour 10a 51ca et section BY n° 280 pour 54ca

### **NOM ET QUALITES DES PARTIES –**

**Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques des Alpes-Maritimes** (Service des Domaines, Pôle de Gestion des Patrimoines Privés), domicilié 15 Bis rue Delille à Nice désigné en qualité de :

*Curateur de la succession de :*

- 1) Madame Rose, Joséphine TACCONE veuve BOURRET, née le 10 mars 1901 à Martigues (Bouches du Rhône), décédée le 11 avril 2009 à Cannes (Alpes-Maritimes), en son vivant domiciliée 27 avenue isola Bella à Cannes (Alpes-Maritimes),

A ces fonctions nommé par Ordonnance rendue par le Tribunal de Grande Instance de Grasse en date du 31 octobre 2013,

- 2) Monsieur Marius, Émile BOURRET, né le 14 mars 1901 à Baix (Ardèche), époux de Rose, Joséphine TACCONE, décédé le 22 septembre 1980 à Cannes (Alpes-Maritimes), en son vivant domicilié Chemin de la Grande Bastide à Mougins (Alpes-Maritimes).

A ces fonctions nommé par Ordonnance rendue par le Tribunal judiciaire de Grasse en date du 30 mars 2020

Ayant pour Avocat la **SELARL ROUILLOT – GAMBINI**, représentée par Maître Franck GAMBINI, du Barreau de GRASSE y demeurant 4 avenue Alphonse Morel (06130).

## **PROCEDURE –**

Cette vente est poursuivie en vertu d'un jugement rendu par le Tribunal de Judiciaire de GRASSE le 7 décembre 2021 autorisant la vente aux enchères publiques, en UN LOT, à l'audience des Criées du Tribunal Judiciaire de GRASSE, par le Ministère de la **SELARL ROUILLOT – GAMBINI**, représentée par Maître Franck GAMBINI, Avocat au Barreau de GRASSE y demeurant 4 avenue Alphonse Morel (06130).

## **DESIGNATION (selon titre) –**

Sur la Commune de MOUGINS (06250) 552 Chemin de la Grande Bastide :

Une parcelle de terre non bâtie cadastrée section BY n° 279 pour 10a 51ca.

Une parcelle de terre comprenant un cabanon cadastrée section BY n° 280 pour 54ca.

Lesdites parcelles ayant fait l'objet d'un procès-verbal de cadastre publié le 30 décembre 1991 volume 91 P n° 9847.

Tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers qui précèdent, existent, s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, appartenances, dépendances, ensemble de tous immeubles par destination, et en particulier tout matériel pouvant avoir le caractère d'immeuble par destination, et tout droit et toute servitude pouvant y être attaché, et toute augmentation et amélioration à y survenir, sans aucune exception ni réserve.

## **DESCRIPTION – OCCUPATION –**

Un cabanon principal se trouve sur la parcelle 280, laquelle fait partie intégrante de la parcelle 279

Trois autres cabanons se trouvent sur la parcelle 279

Les biens sont libres de toute occupation.

La superficie totale des cabanons est de 61,45 m<sup>2</sup>, se décomposant comme suit :

Cabanon 1 : 28,44 m<sup>2</sup>

Cabanon 2 : 6,74 m<sup>2</sup>

Cabanon 3 : 9,35 m<sup>2</sup>

Cabanon 4 : 16,92 m<sup>2</sup>

tel que cela ressort du certificat de superficie établi par le cabinet ORIOL DIAGNOSTICS IMMOBILIERS le 23 mars 2022.

Il est en outre précisé que les parcelles de terre dont s'agit sont enclavées et le seul moyen d'y accéder est de passer par une propriété mitoyenne.

Les recherches effectuées par le service du Domaine n'ont pas permis de mettre à jour une ou des servitudes permettant d'accéder à la parcelle.

### **ADMINISTRATION DE L'IMMEUBLE -**

Absence de syndic de copropriété.

### **DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE UNIQUE – DECHARGE DE RESPONSABILITE**

Conformément à l'article L 271-4-1 du titre 7 du Livre II du code de la construction et de l'habitation, il est annexé aux présentes le dossier de diagnostic technique comprenant :

Le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante établi le 23 mars 2022 mentionne « il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante »

Le rapport de l'état du bâtiment relatif à la présence de termites établi le 23 mars 2022 fait état d'absence de termites au jour de la visite.

L'état des risques et pollutions a été dressé le 23 mars 2022.

L'ensemble de ces éléments sont annexés au présent cahier des conditions de vente.

Toutes les indications qui précèdent ont été réunies par l'Avocat poursuivant, à l'aide de renseignements qu'il a pu se procurer, de notes ou documents desquels ils ont été puisés.

En conséquence, il ne pourra être recherché à l'occasion d'erreurs, inexactitudes ou omissions, qui pourraient s'y trouver malgré tout le soin apporté.

Il appartiendra à l'adjudicataire comme subrogé aux droits du vendeur de se procurer lui-même tous titres établissant la propriété du lot immobilier mis en vente ainsi que de vérifier tous autres éléments.

Il est rappelé, que conformément aux dispositions de l'article 1649 du Code Civil la garantie des vices cachés n'est pas due en matière de vente par autorité de justice.

## **REGLEMENT DES CHARGES DE COPROPRIETE -**

L'adjudicataire se soumettra à toutes les clauses et conditions du cahier des charges et règlement de copropriété régissant l'immeuble dont dépendent les parties d'immeuble présentement vendues.

Il acquittera à compter du jour de l'adjudication, les charges et contributions de toute nature, auxquelles lesdites parties d'immeuble sont ou pourront être assujetties.

En application des dispositions du décret numéro 67-223 du 17 mars 1967 :

- les charges impayées sur les exercices clos et dont les comptes sont approuvés à la date de mutation restent à la charge de la succession.

- la fraction du budget prévisionnel exigible à la date de la mutation reste à la charge de la succession.

- les provisions des dépenses non comprises dans le budget prévisionnel incombent à celui, vendeur ou acquéreur, qui est copropriétaire au moment de leur exigibilité.

- le trop ou moins perçu sur provisions, révélé par l'approbation des comptes, est porté au débit ou au crédit du compte de celui qui est copropriétaire lors de l'approbation des comptes.

- le syndic de la copropriété fournira l'état daté en trois parties prévu par l'article 5 du décret n° 67-223 du 17 Mars 1967.

L'adjudicataire devra en application de l'article 20 de la Loi 65-557 du 10 juillet 1965 aviser le Syndic de la copropriété de la mutation intervenue.

## **URBANISME –**

Une note de renseignements d'urbanisme, sollicitée auprès du cabinet BIGAZZI URBALEX, a été délivrée le 14 décembre 2021 et elle demeure annexée au présent cahier.

### **CADASTRE –**

Un extrait cadastral modèle 1 ainsi qu'un relevé de propriété demeurent annexés aux présentes.

### **ORIGINE DE PROPRIETE –**

Ces biens et droits immobiliers appartiennent à feus Monsieur et Madame BOURRET pour les avoir acquis au terme d'un acte reçu par Maître OUVRIER, Notaire à VALBONNE, le 15 mai 1952 publié le 27 juin 1952 volume 3239 n° 29

### **CONDITIONS PARTICULIERES –**

L'adjudicataire sera tenu de se renseigner sur les servitudes d'urbanisme ou d'alignement pouvant exister, et en tout état de cause, il supportera les servitudes existantes sans aucun recours contre le poursuivant ou l'avocat rédacteur de cahier des charges.

Tous les renseignements relatifs aux biens mis en vente sont donnés sans aucun recours contre le poursuivant ou l'avocat rédacteur du cahier des charges, à raison d'erreurs dans la désignation, des confronts, l'origine de propriété, la contenance ou le cadastre.

Les biens sus désignés étant vendus et adjugés dans l'état où ils se trouvent le jour de la vente, étant précisé, que l'adjudication ne transmet à l'adjudicataire plus de droits à la propriété que ceux appartenant au vendeur.

### **ASSURANCES –**

Les biens vendus sont garantis par un contrat collectif conclu avec la compagnie AXA Assurances assurant l'ensemble des immeubles dépendant des successions gérées par les Domaines et qui prend fin à la date du jour ou l'adjudication est définitive. En conséquence, l'adjudicataire devra à compter de cette date et au plus tard sous huitaine faire assurer l'immeuble à une compagnie de son choix à concurrence du prix d'adjudication.

### **MISE A PRIX –**

**80 500,00 EUROS (QUATRE VINGT MILLE CINQ CENTS EUROS)**

### **PAIEMENT DU PRIX –**

Par dérogation aux clauses et conditions générales de vente l'adjudicataire devra payer son prix en principal et intérêts, par chèque certifié ou chèque de banque française, à l'ordre du TRESOR PUBLIC à l'expiration du délai de surenchère, à peine de réitération des enchères et ce conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 2 novembre 1971.

Les intérêts seront dus au taux légal dès l'expiration du délai de surenchère et seront majorés de 5 points passé le délai de 60 jours. La présente clause annule et remplace purement et simplement la clause des conditions générales relative au paiement du prix et aux intérêts, en ce qu'elle a de contraire.

### **CONSIGNATION –**

Il est précisé, en outre, que les éventuels adjudicataires devront préalablement à l'adjudication consigner, par chèque de banque, entre les mains de l'Avocat chargé par eux d'enchérir, une somme équivalente à 10 % du montant de la mise à prix sans qu'elle puisse être inférieure à 3.000 €, outre les frais et émoluments de vente.

### **PAIEMENT DES DROITS D'ENREGISTREMENT OU TVA –**

Tous les droits et taxes qui seront perçus sur la vente sont à la charge exclusive de l'adjudicataire en sus du prix.

Pour le cas où les biens adjugés seraient passibles de la taxe à la valeur ajoutée, le prix d'adjudication est fixé hors taxe. La taxe exigible en raison de la mutation devra être acquittée par l'adjudicataire en sus de son prix. Elle devra être versée directement par l'adjudicataire au Trésor, en cas de défaillance du vendeur.

### **FRAIS DE MAINLEVEE –**

Si aucune procédure d'ordre ou de distribution de prix n'est ouverte, l'adjudicataire sera tenu d'acquitter en sus de son prix, tous les frais de quittance notariée ou de radiation des inscriptions d'hypothèques frappant les biens.

**FRAIS DE POURSUITE DE VENTE –**

L'adjudicataire supportera en sus de son prix d'adjudication tous les frais exposés pour parvenir à la vente, ainsi que les droits et émoluments prévus par le tarif en vigueur et les réglera sur la quittance de la SELARL ROUILLOT-GAMBINI Avocat poursuivant la vente.

**DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER –**

Conformément aux dispositions de la Loi n° 75-1328 du 31 décembre 1975 rendue applicable à compter du 1° avril 1976 par décret n° 76 277 du 29 mars 1976, sera déposée en Mairie la déclaration d'intention d'aliéner un bien soumis à l'exercice du droit de préemption dans les zones d'intervention foncière.

FAIT A GRASSE le